
Courrier



International

Traduction de *Correo Internacional*, n°113 -
Juillet 2005

Publication de la LIT-QI
0,50 €

www.litci.org - litai.be@tiscali.be

éd. resp. : Jan Talpe- rue de l'élan, 73-B10 - 1170 Bruxelles

Brésil

Gouvernement de Lula

Braderie et Corruption

L'image est de la couverture du n° 225 de Opinião, l'hebdomadaire du PSTU, le parti de la LIT-QI au Brésil. Des proches de Lula ont été surpris lors d'une fouille avec de l'argent caché de cette façon. Le PSTU insiste: "Lula savait !"



Gouvernement de Lula Braderie et Corruption

Aujourd'hui le gouvernement de Lula vit une profonde crise politique. Un cas de corruption dans une entreprise d'Etat a fait boule de neige et a affecté l'ensemble du gouvernement, le Parti des Travailleurs et le Parlement. A sa soumission à l'impérialisme, s'ajoute maintenant le discrédit de la corruption. Il est indispensable que nous, les révolutionnaires et tous les combattants d'Amérique Latine et du monde, tirions des conclusions de ces faits.

Le processus a commencé par une dénonciation de corruption pour 24 millions de dollars à la Poste, entreprise nationale, qui affectait le député Robert Jefferson, le plus haut dirigeant du PTB (Partido Trabalhista Brasileiro, un vieux parti bourgeois qui fait aujourd'hui partie de ce qu'on appelle la « base alliée » du gouvernement de Lula, avec plus de deux mille postes à différents niveaux en échange de son soutien parlementaire).

Face à l'accusation, Jefferson a menacé de dire tout ce qu'il savait et la presse a commencé à l'appeler « l'homme bombe ». Finalement la « bombe » a explosé et dans ses déclarations, devant une commission parlementaire, Jefferson a dit :

- La corruption dans la Poste était seulement un « schéma » typique de ce qui existait dans toutes les entreprises nationales et dans les différents secteurs du gouvernement. C'est un « secteur de travail » énorme puisque certaines entreprises et banques nationales ou des ministères fédéraux manipulent des actifs et budgets gigantesques, supérieurs au PIB de beaucoup de pays. Par exemple : Petrobras (22.300 millions de dollars d'investissements jusqu'à 2010), Caixa Econômica Federal (elle possède des actifs pour 61.600 millions de dollars), Banque Nationale de Développement (25.000 millions de dollars de financement de projets en 2005), etc. D'autres secteurs sont « plus petits » puisque ils manipulent « à peine » quelques centaines de millions de dollars.
- Le gouvernement de Lula payait une « mensalão » aux députés (gratification mensuelle secrète de quelque 12.500 dollars) pour qu'ils votent ses projets.
- L'élément clé dans le circuit du « mensalão » était l'entrepreneur publicitaire Marcos Valério Fernandes de Souza, un homme très proche au trésorier du PT, Delúbio Soares, qui faisait aussi partie du fonctionnement de ce « schéma ».

Il y a quelques années le Parti des Travailleurs (PT) avait dénoncé « l'achat » de députés pour voter la modification de la Constitution, qui a permis la re-élection de l'ancien président Fernando Enrique

Cardoso. Le fait est que, maintenant, c'est le PT et le gouvernement de Lula lui-même qui sont accusés d'utiliser ce système.

En fait, les dénonciations de Jefferson ont été renforcées par un rapport de la Banque Centrale, qui a établi que d'importants retraits d'argent des comptes de Marcos Valério coïncident avec les dates indiquées par Jefferson pour le paiement de ce « mensalão », ainsi que par les déclarations de la secrétaire du publicitaire.

Les agences publicitaires de Marcos Valério sont clairement favorisées par des contrats du gouvernement et des entreprises nationales. Mais ceci ne serait pas seulement un « traitement de faveurs ». A travers une surfacturation de services, « une seconde caisse » fonctionnait pour la sortie de fonds additionnels pour le « mensalão » et pour des « retraits particuliers » des dirigeants du PT. La Folha de São Paulo (4/7/2005) rapporte qu'en 2004, les agences de Marcos Valério ont facturé pour environ 200 millions de dollars, alors que les espaces publicitaires achetés dans divers media (aux prix du marché) justifient seulement un tiers de ce chiffre. Un autre tiers constituerait les bénéfices normaux de l'agence publicitaire. Le reste serait, alors, cette fameuse « seconde caisse ». En rendant de tels « services », ce n'est pas un hasard si, depuis que Lula a assumé le gouvernement, Marcos Valério a doublé son patrimoine.

Lula savait

Dans cette affaire, il est déjà clair que l'ensemble du gouvernement et le PT sont impliqués jusqu'au cou dans la corruption. Selon une enquête, 75% des sympathisants petistes croient que leur parti participe à ces « schémas ». D'autre part, ce n'était pas le premier cas de corruption qui affecte le parti (voir encadré). Mais beaucoup d'entre eux refusent encore de croire que c'est Lula lui-même qui est au centre de tout.

En même temps, pour des raisons politiques que nous analyserons plus loin, une opération a commencé pour protéger le président, depuis Jefferson même, qui a déclaré que Lula ne savait rien, jusqu'à l'opposition bourgeoise la plus sérieuse (le PSDB et le PFL).

Quant à nous, dans l'éditorial d'Opinião Socialista n°223 (journal du PSTU – Parti Socialiste des Travailleurs Unifié), nous disons : Lula savait.

D'abord, parce qu'il est impossible qu'un système comme celui du "mensalão", où les réseaux de corruption s'étendent à travers tous les secteurs du gouvernement, puisse exister sans qu'il en ait connaissance, et encore moins sans son consentement. Deuxièmement, Lula savait qui étaient Robert Jefferson et le PTB (vieux alliés de l'ex président archi corrompu Collor de Melo) au moment où il a fait des accords politiques avec eux et les a donné des milliers de postes dans son gouvernement. De toute façon, s'il ne le savait pas, maintenant il le sait. S'il veut vraiment faire le ménage, pourquoi a-t-il dirigé une gigantesque opération pour essayer d'empêcher la formation d'une CPI (Commission d' Enquête Parlementaire) ? Et, une fois cette tentative manquée, pourquoi a-t-il cherché à s'assurer le contrôle de la Commission, en la transformant en ce qu'au Brésil on appelle CPI « chapa branca » (c'est à dire, « qui ne fera pas d'enquête sérieuse ») ?

Essentiellement, Lula savait. Il savait parce qu'il est arrivé à être président du gouvernement d'un Etat capitaliste en acceptant les règles du jeu. La corruption est une composante essentielle de ces dernières.

Etat capitaliste, corruption et « réformisme »

Pour nous, marxistes révolutionnaires, ce qui arrive aujourd'hui avec le gouvernement de Lula n'a rien de surprenant. C'est la combinaison de deux problématiques très profondes : d'une part, le caractère de l'Etat capitaliste et d'autre part, les caractéristiques du PT lui-même.

Par son essence propre, l'Etat capitaliste est corrompu parce que sa fonction est de défendre et de garantir le pouvoir et les affaires d'un secteur minoritaire de la société (la bourgeoisie), au désavantage de la majorité. C'est pourquoi, même le gouvernement bourgeois le plus « propre », le plus net, est aussi, en ce sens, « corrompu ».

Mais l'Etat capitaliste est une « machine » dirigée par les gouvernements qui appliquent des politiques concrètes qui peuvent favoriser certains secteurs de la bourgeoisie et nuire à d'autres. Chaque secteur, pour être favorisé, essaie de placer au sein de l'Etat et dans les gouvernements « ses gens » ou « d'acheter » ceux qui sont déjà là, souvent, en conflit entre eux. Par exemple, aux Etats-Unis, tant Bush que le vice-président Cheney appartiennent au secteur pétrolier et leur politique les favorise clairement, tout comme elle favorise le « complexe militaire-industriel ». En même temps, l'Etat

La main dans le sac

Le cas de la Poste (et toutes les conséquences qui s'ensuivent) n'est pas le premier cas de corruption dans lequel le gouvernement Lula et le PT sont impliqués. Par exemple, le président de la Banque Centrale, Enrique Meirelles, un homme provenant du milieu bancaire impérialiste, est l'objet d'une enquête pour avoir obtenu des crédits du Banestado en présentant comme garantie des titres de propriété d'entreprises agricoles inexistantes.

Mais le PT lui-même, ces dernières années, a été mêlé à plusieurs cas graves de corruption, déjà depuis l'époque où il gouvernait des villes et des états. Voyons seulement deux des cas les plus connus :

* « **Le cas Waldomiro** ». Waldomiro Diniz est un militant du PT et un homme de confiance de José Dirceu. On a présenté des enregistrements qui démontraient qu'en 2003, en étant conseiller du gouvernement, il avait négocié avec des entrepreneurs du jeu pour les favoriser dans l'attribution de Bingos en échange de pots de vin et de contributions pour les campagnes électorales. Même si la CPI, qui a fait des recherches sur ce cas, et a très peu avancé, comme dans d'autres cas du genre, José Dirceu a été obligé d'abandonner certaines des fonctions qu'il exerçait dans le gouvernement de Lula.

* « **Le cas Celso Daniel** ». Celso Daniel, maire petiste de la ville de San Andres, dans les faubourgs du Sud-Est de San Pablo, a été assassiné en janvier 2002. Son assassinat a été d'une extrême cruauté, puisque le corps montrait des signes évidents de torture et l'automobile a été incendiée. Bien qu'on aie arrêté quelques personnes accusées de ce crime, le cas n'a pas encore été clarifié. La présomption du commanditaire retombe toujours sur Sergio Gómez da Silva, ancien garde de corps (« l'ombre » comme on l'appelle au Brésil) de Celso Daniel, aujourd'hui reconverti en entrepreneur. Les raisons seraient l'existence du "réseau" de corruption dans l'attribution des services de transports publics de la ville en échange de pots de vin. La chose est pire encore. Le *Journal do Brasil* (4/7/05) informe que la Justice possède des enregistrements qui prouvent que les dirigeants du PT essayaient d'obstruer et de freiner les recherches sur cette affaire. Le meurtre de Celso Daniel montre que les dirigeants du PT non seulement sont mêlés jusqu'au cou dans la corruption mais en outre, ils sont disposés à adopter les méthodes mafieuses qui l'accompagnent souvent.

gère une partie importante de l'économie au moyen du budget et, pour les différents secteurs bourgeois, la clé est de s'assurer d'en recevoir « une portion ». C'est pourquoi, du ramassage des poubelles dans une commune à l'attribution de travaux publics, tout est objet de conflits et source d'affaires.

Mais, pour comprendre à fond la corruption, il faut considérer un autre élément : en général, les bourgeois n'assument pas de manière directe l'administration de l'Etat ni n'intègrent les gouvernements. A cet effet, ils emploient une bureaucratie politique, technique et administrative spécialisée. Un grand bourgeois qui intègre un gouvernement, dans la mesure où il s'est assuré des politiques et des contrats qui lui profitent, peut se donner le luxe d'être « honnête », c'est-à-dire, de ne pas voler de manière directe les fonds de l'Etat ou de ne pas accepter de pot de vin. Pour un bureaucrate d'Etat ou un politicien professionnel cela est impossible. Non seulement il doit s'adapter aux règles de jeu existantes mais sa place dans l'Etat ou dans le gouvernement est sa « source de revenus » et sa seule possibilité d'enrichissement. Pour cela, ces gens reçoivent des « commissions » de plusieurs millions pour les

affaires qu'ils assurent aux bourgeois et, dans beaucoup de cas, ils effectuent ainsi leur « accumulation primitive capitaliste » et se transforment eux-mêmes en bourgeois, avec leurs propres affaires et investissements.

CUT-UNE-MST : Un rôle criminel

Face aux dénonciations de corruption, la CUT (Central Unique des Travailleurs), la UNE (Union Nationale des Etudiants) et le MST (Mouvement des Sans Terre) ont fait une déclaration conjointe soutenant le gouvernement Lula et dénonçant la situation comme étant une « tentative de putsch de la droite ».

Dans l'article principal de ce Courrier International, nous donnons la réponse à cette position. Nous voulons ici analyser le rôle criminel et traître que la grande majorité de la « gauche » joue au Brésil face au gouvernement bradeur et corrompu de Lula. Des dirigeants bureaucrates de la CUT on ne pouvait pas s'attendre à autre chose. Ils sont des partenaires de la corruption dans le gouvernement et dans les entreprises nationales. Désormais, le plus haut responsable actuel de la CUT, Luiz Marinho, endossera le poste de Ministre du Travail. Ce n'est donc pas par hasard si cette centrale alliée du gouvernement souffre de ruptures permanentes à la base et qu'un embryon d'alternative avec le CONLUTAS commence à surgir.

La position de l'UNE exprime celle de sa direction, le PCdoB, une organisation d'origine maoïste, aujourd'hui transformée en une machine essentiellement électorale qui participe au gouvernement de Lula avec deux ministres et de nombreux fonctionnaires de moindre importance. L'UNE, de tradition héroïque dans la lutte contre la Dictature et pour le *Fuera Collor*, a été transformée en un appareil vide de contenu, presque comme un bureau du gouvernement dans la mise en œuvre de la réforme universitaire réactionnaire que développe le gouvernement. Face à cela, différents centres d'étudiants commencent à construire une alternative avec le CONLUTE.

Le cas du MST est plus complexe. Il continue à être une organisation de poids dans l'avant-garde paysanne. Il promeut quelques occupations de terres et, formellement, n'intègre pas le gouvernement de Lula, qui a paralysé toute perspective de réforme agraire. Toutefois, la direction du MST s'est associée avec le gouvernement dans la mise en œuvre de nombreux programmes ruraux, ainsi que dans d'autres financés par des ONGs. A l'intérieur il est évident qu'il existe des tensions entre la direction et les secteurs qui veulent donner un élan plus grand aux occupations de terres et à la lutte pour la réforme agraire.

Cette dernière variante est clairement le cas du PT, un parti avec une idéologie réformiste, dont les principaux cadres étaient des dirigeants syndicaux, des avocats et des intellectuels. En accédant aux gouvernements municipaux et des états pendant les années précédentes, et plus encore maintenant, dans le gouvernement fédéral, loin d'« humaniser » ou de réformer le capitalisme « depuis l'intérieur », ils se sont transformés en ses agents directs et, à la fois, en vautours, en corrompus, pour s'assurer leur « accumulation primitive ». Un exemple est celui Luis Gushiken, ex-dirigeant du syndicat bancaire et actuel Ministre des Communications de Lula. Il y a quelques années, il a créé l'entreprise Gushiken et Associés, spécialisée dans la « consultance prévisionnelle ». En 2002, avant de prendre ses fonctions de ministre, il l'a « vendue » à ses plus grands collaborateurs et l'entreprise a changé de nom. Depuis la prise du pouvoir du gouvernement de Lula, l'entreprise a eu une croissance spectaculaire, grâce aux contrats qu'elle obtient pour conseiller et administrer les fonds de pension des travailleurs de

plusieurs entreprises et de banques nationales, entre eux, le fonds le plus important du pays, la Previ, des employés de la Banque du Brésil.

Une autre force qui fait partie du gouvernement de Lula est la DS (Démocratie Socialiste), la section brésilienne du Secrétariat Unifié de la Quatrième International. La DS et le SU sont un exemple clair du « déluge opportuniste » qui a entraîné la majorité de la gauche dans le monde et dans le pays. D'origine trotskiste, la DS maintient deux ministres dans le gouvernement et elle soutient et défend celui-ci depuis le Parlement et la CUT. Avec cette politique criminelle et traître, ces organisations n'ont fait que salir et discréditer la gauche et le socialisme sous les yeux de millions de travailleurs.

Finalement, nous devons analyser le rôle que jouent les organisations de la « gauche pétiste » et « cutiste » comme Articulación de Izquierda (Coalition de Gauche). Ces secteurs font quelques critiques au gouvernement, au PT et à la direction de la CUT, mais ils refusent de rompre avec eux et de se joindre à la construction des nouvelles alternatives. Par exemple, Walter Pomar, le représentant le plus connu de ce secteur, a participé au meeting de soutien à José Dirceu, suite à sa sortie du gouvernement. Ils finissent ainsi, en cautionnant par la « gauche » la braderie et la corruption. Dans le cadre du processus de bureaucratisation de la CUT et de la dégénérescence du PT, leur poids dans ces organisations est chaque fois moindre. Ce rôle s'est exprimé dans certaines des élections syndicales récentes. Dans le syndicat bancaire de São Paulo, ils ont intégré directement la liste de la bureaucratie luliste, tandis que dans l'union des enseignants de l'état de São Paulo (apoesp) ils ont présenté leur propre liste, en divisant l'opposition, et ils n'ont même pas obtenu 10%..

En réalité la corruption du PT a commencé déjà dans les campagnes électorales elles-mêmes, avant d'accéder au gouvernement national, des états ou des communes. Pour financer ces campagnes, qui sont très coûteuses, le PT a reçu de grandes sommes d'argent d'entrepreneurs, d'entreprises, et de banques. Dans la majorité des cas par « caisse 2 », comme Lula même l'a admis récemment. En recevant ces apports, le pacte du PT avec la bourgeoisie était scellé et tout son action de gouvernement était conditionnée. Loin du parti contestataire de ses origines, le PT s'est transformé ainsi en un pilier, chaque fois plus solide, du régime politique bourgeois.

La fin de l'illusion

Ces faits sont en train de finir de démolir les dernières illusions qui restaient sur le fait que le gouvernement de Lula allait changer l'histoire du Brésil. Depuis sa fondation, au début des années '80, le PT s'est développé s'appuyant sur la perspective selon laquelle l'arrivée de Lula à la présidence améliorerait les conditions économiques et sociales des travailleurs et du peuple et que la politique brésilienne deviendrait « digne ».

Les espoirs de changements socio-économiques ont rapidement été déçus. Depuis son accession, en janvier 2003, Lula a accompli au pied à la lettre les ordres de l'impérialisme : il a payé des milliards de dollars de la dette extérieure, il a favorisé les investissements impérialistes, il a livré les richesses du pays, il a maintenu le salaire minimal très bas, il n'a rien fait contre le chômage ni pour la réforme agraire... En même temps, il a accentué la tendance, déjà existante, selon laquelle le Brésil agirait comme « petit associé » de l'impérialisme dans l'exploitation de pays plus pauvres (comme Petrobras en Bolivie), en aidant « à éteindre des incendies » provoqués par la lutte des classes (comme au Venezuela en 2002 ou récemment en Bolivie) et en allant même jusqu'à être un « bras armé auxiliaire », en envoyant des troupes en Haïti, en couvrant ainsi Bush.

Maintenant, les espoirs que Lula et le PT accomplissent leur vieille proposition « éthique » de nettoyer la politique corrompue du pays s'effondrent aussi. On voit clairement que le PT a non seulement été intégré à cette même corruption, il est celui qui la nourrit.

Pour beaucoup de travailleurs, brésiliens et d'autres parties du monde, ce sera, sûrement, cause de déception et de scepticisme. Nous croyons que ceci ne fait que confirmer qu'il est impossible d'en finir avec le fléau du capitalisme, la misère ou la corruption, sans une révolution ouvrière et socialiste, installée et contrôlée par des organisations démocratiques des travailleurs et du peuple. La désagréable actualité du PT et du gouvernement de Lula est le miroir dans lequel doivent se regarder toutes les propositions réformistes.

Un coup de la droite ?

Le gouvernement de Lula endure un fort processus de crise et d'affaiblissement. Suite au scandale, José Dirceu, le principal idéologue du PT et virtuel Premier ministre a dû démissionner. Lula réorganise son cabinet en donnant davantage de ministères à un parti bourgeois de sa « base alliée », le PMDB. Il se produit ce qu'on appelle la « dépétisation » du gouvernement. Mais l'« onde de choc » a déjà affecté profondément le PT aussi et a obligé ses dirigeants à démissionner : le président du parti, José Genoino, le secrétaire général, Silvio Pereira, et le trésorier, Delúbio Soares.

La situation du gouvernement Lula et du régime politique brésilien est une expression de la crise qui ronge et discrédite aux yeux des masses les gouvernements et les régimes de la « démocratie coloniale » de toute l'Amérique Latine, bien qu'au Brésil cette situation ne soit pas encore aussi aiguë que celle atteinte dans des pays comme la Bolivie ou l'Equateur

Dans ce contexte, plusieurs organisations qui soutiennent le gouvernement (CUT, UNE et MST) ont déclaré que tout cela est le produit d'un « coup médiatique » de la droite et de l'élite du pays, une tentative « d'isoler et de mettre en échec le projet de changements » exprimé par Lula (voir encadré).

Cette affirmation est complètement fausse. Les faits de corruption existent et n'ont pas été inventés par la droite ni par les médias. En outre, pourquoi « l'élite » brésilienne voudrait-elle renverser un gouvernement qui lui rend de si bons services ? Ce n'est pas par hasard que le sénateur du PT, Delcídio Amaral, président de la CPI sur la corruption dans la Poste, ait déclaré « l'élite c'est nous ».

Luiz Fernando Veríssimo, un écrivain connu et sympathisant historique du PT, a ironisé sur ce « coup médiatique » dans une colonne journalistique : « Ce qui est aujourd'hui en cours au Brésil serait un coup conservateur classique contre un inadmissible gouvernement de gauche ; il manque toutefois quelque chose : un gouvernement de gauche ».

En réalité, ce qui arrive est exactement le contraire. Les partis les plus importants de l'opposition bourgeoise de droite (le PSDB et le PFL) se sont exprimés pour protéger Lula et pour éviter que la crise n'atteigne le président. Par exemple, Aécio Neves (un des plus importants dirigeants du PSDB) est sorti publiquement en défense « de l'honnêteté de Lula » et les députés des deux partis ont aidé à ce que la CPI soit « chapa branca », une enquête superficielle.

Ce que ces partis ne veulent pas, c'est que l'actuelle crise soit à l'origine d'un grand mouvement de masses qui remette en question la gouvernance et renverse Lula (comme cela a été déjà le cas avec Collor de Melo, au Brésil, ou récemment en Equateur et en Bolivie). Même sans que les choses en arrivent à cet extrême, ils ne veulent pas non plus que le régime politique reste trop affaibli. La Folha de São Paulo, un journal traditionnel du Brésil, dit en ce sens dans un article intitulé « les élites conspirent, mais en faveur de Lula » : « Le PSDB a été, pour sa part, davantage pompier qu'incendiaire de la crise. Ce qui intéresse les toucans (le symbole du PSDB), c'est que Lula conclue son mandat, politiquement épuisé ». Le journal bourgeois donne lui-même la meilleure réponse à la théorie de la « conspiration » dans le même article : « Où est, alors, la tentative de putsch, le complot sordide des élites contre le chef ouvrier ? ».

Sa politique est donc d'user la popularité de Lula pour gagner les élections de 2006. Ou qu'il s'engage à ne pas présenter sa candidature l'année prochaine en échange de leur soutien actuel, comme il se négocie actuellement en coulisses.

Descendre dans la rue

En tenant compte de tout ce qui a été dit, la nécessité que les travailleurs et le peuple du Brésil redoublent leur lutte contre le gouvernement de Lula se présente. S'ils le faisaient déjà contre leur politique économique et sociale, par les diverses grèves d'employés publics ou par la rébellion récente à Florianópolis contre l'augmentation du ticket d'omnibus, s'y ajoute maintenant aussi la nécessité de combattre la corruption et le vol dans l'Etat et dans le gouvernement.

L'indignation, la déception et même la démoralisation doivent se transformer en lutte. Comme le dit le PSTU, Opinião Socialista n°222, Il est temps de descendre dans la rue ! La mobilisation à Brasilia, unifiant les drapeaux de la lutte salariale contre les réformes syndicales et du travail et contre la corruption capitaliste, convoquée par la Conlutas le 17 août, est une occasion de le faire.

Construire une alternative

Bien que minoritaires il existe des secteurs de la gauche qui n'ont pas capitulé au gouvernement de Lula et luttent contre lui. L'exemple le plus clair est celui du PSTU (Parti Socialiste des Travailleurs Unifié), la section brésilienne de la LIT-OL. Depuis le début même du gouvernement, le PSTU a dénoncé sa politique de braderie contre les travailleurs et a appelé à la combattre, en promouvant activement les grèves, comme celle des travailleurs de la Prévision et d'autres. Maintenant aussi il appelle à la lutte contre la corruption capitaliste. Et face à la transformation de la CUT en une « agence gouvernementale », le PSTU a commencé à promouvoir la construction d'une alternative, le Conlutas, pour unir les syndicats qui sont disposés à affronter le gouvernement. Lors des récentes élections syndicales, il a promu la formation de listes d'opposition à la bureaucratie de la CUT dans de nombreux syndicats. Ces listes ont obtenu de très bons résultats dans des secteurs aussi importants que les métallurgistes de Belo Horizonte et de Contagem (43%), les enseignants de l'état de São Paulo (30% dans l'état, gagnant dans la capital, le Grand São Paulo et plusieurs villes de l'intérieur), les travailleurs de banque de São Paulo (35%, gagnant dans les banques nationales), les pétroliers de Rio de Janeiro (43%), etc.



Manifestation de Conlutas - Brasilia - 17 août 2005

Un autre cas est celui du PSOL (Parti du Socialisme et de la Liberté). Il a surgi à partir de l'expulsion de plusieurs législateurs et courants du PT qui ont refusé de voter des lois proposées par le gouvernement. C'est un parti clairement d'opposition au gouvernement Lula et qui dénonce sa politique. Le centre de son activité est toutefois la perspective de la participation aux élections de 2006 avec la candidature de sa principale dirigeante, la sénateur Heloísa Helena, y compris avec de possibles accords avec des partis bourgeois comme le PDT ou le PPS. Autrement dit, le PSOL est clairement né

comme un parti intégré au régime politique bourgeois. D'autre part, le PSOL a subi de grandes contradictions internes en promouvant la rupture avec la CUT et, jusqu'à présent, il s'oppose à la rupture avec l'UNE. Mais, comme nous reconnaissons leur opposition au gouvernement de Lula et au PT, le PSTU a fait un appel au PSOL pour promouvoir ensemble la lutte contre le gouvernement et à construire ensemble les alternatives Conlutas et Conlute. Avec ceci, le PSTU a appelé publiquement le PSOL à former un front classiste et socialiste dirigé par Heloísa Helena pour les élections de 2006.

Marche contre la corruption et les réformes néo-libérales

("dernière minute" - dans la traduction française de C1113)

Le mercredi 17 août, une Manifestation organisée par CONLUTAS a réuni 30 000 personnes à Brasilia. C'était beaucoup plus que le rassemblement convoqué la veille par la CUT (syndicat traditionnel), la UNE (Union nationale des étudiants) et d'autres institutions proches du gouvernement, "contre le gouvernement et la corruption" mais en défense de Lula. Dirceu Travesso, dirigeant de l'Opposition Syndicale des Travailleurs de Banque et dirigeant du PSTU, pouvait dire : *"Cela prouve que l'option de défense du gouvernement de ces organisations, les éloigne du mouvement syndical, étudiant et populaire"*.

Zé Maria, de la coordination de CONLUTAS, et président national du PSTU, disait dans son intervention de clôture de la Marche : *"Nous n'acceptons pas que les travailleurs y les jeunes du pays soient confondus avec cette opposition mensongère, formée par la droite [...] Ce n'est pas de ce Congrès corrompu ou des élections de cette démocratie des riches que viendra une vraie alternative pour le pays. Il faut les renvoyer tous. (...) Nous apprécions les camarades de la gauche de la CUT et de la UNE qui se sont mobilisés dans la marche contre le gouvernement et la corruption [de la veille], mais nous devons les lancer un appel : il est temps de rompre avec la CUT et de construire une alternative des travailleurs."*

Face au siège du gouvernement, les manifestants exigeaient : "Fuera Lula" (Lula dehors), et les chants de la multitude ne manquaient pas d'humour en disant "Le Congrès s'est installé au Bangu" (en référence à la prison de haute sécurité de Rio de Janeiro), ou "Quelle blague ! Le chef de la bande est le président de la nation !"

Face au Ministère du Travail, les invectives se dirigeaient contre les réformes néo-libérales de restriction brutale des droits syndicaux des travailleurs, qui étaient "approuvées" par le Congrès moyennant toute cette corruption.

A la fin, Luis Carlos Prates ("Mancha"), du syndicat des métallos de São José dos Campos, exhortait les participants à rester encore un jour à Brasilia pour discuter "non seulement la continuité de la mobilisation dans les différents Etats, mais aussi de débattre comment organiser un grand congrès en avril 2006".

Le PSTU avait une immense colonne
dans l'acte du 17 août à Brasilia



Protestation de CONLUTAS contre le PT à São Paulo le 29 juillet 2005

"Le Brésil est une partie incroyablement importante d'une Amérique du Sud prospère. Vue sous l'angle des Etats-Unis, cette relation est vitale, importante et croissante."



"Dorénavant, nos fonctionnaires pourront continuer à travailler ensemble de façon indépendante des présidents respectifs. Il est certain que nous allons surprendre le monde en ce qui concerne les relations entre le Brésil et les Etats-Unis."

Propos échangés lors d'une rencontre de Lula et Bush à Washington. (www.whitehouse.gov - 20 juin 2003)